

## Un huis clos plus constructif que le tumulte des séances publiques

Ce lundi, l'Assemblée examine en séance publique le texte du projet de loi sanitaire sur lequel députés et sénateurs se sont accordés en commission mixte paritaire (CMP). En cas de désaccord entre les deux chambres, il revient à cette instance, composée de sept députés et sept sénateurs (au total, cinq LR et centristes, cinq Ensemble!, deux PS, un LFI et un RN), d'aboutir à

un consensus, faute de quoi le dernier mot est donné à l'Assemblée. Mais dans le cas présent, un accord a été trouvé.

Compte tenu des forces en présence au Palais Bourbon, où l'exécutif ne dispose que d'une majorité relative, et à celui du Luxembourg, dominé par LR et ses alliés du centre, ce cas de figure est amené à se reproduire dans un proche avenir. Au sein de CMP, d'autres

huis clos auront donc lieu entre députés et sénateurs. Les débats peuvent y être vifs, selon les divergences, la liberté de ton n'excluant cependant pas d'être constructifs, loin du tumulte qui règne à l'Assemblée depuis le début de cette seizième législature.

Cette conciliation ouvre la voie à une certaine (re)parlementarisation de la vie politique, qui tranche avec

le quinquennat précédent, de nombreux parlementaires, y compris de la macronie, s'étant plaint à maintes reprises de jouer les chambres d'enregistrement de décisions prises au plus haut de l'Etat. Barycentre de la vie parlementaire, elle ne résout pas tout pour autant. D'abord parce qu'un échec en CMP est toujours possible, cela est déjà arrivé dans le passé. Ensuite,

parce qu'elle n'exclut pas de possibles chausse-trappes pour le gouvernement telles que l'instauration de mesures non souhaitées (cela a failli être le cas sur le projet de loi sanitaire) ou, pire, de dépenses qu'il faudrait ensuite financer, en cas de vote définitif. Attention donc à d'éventuels CMP sur des textes budgétaires.

Olivier Baccuzat  
@obaccuzat

Faute d'une révolution, le niveau des élèves est condamné à dégringoler. Dans un rapport dévoilé par l'Opinion, Monique Canto-Sperber aborde le sujet sans tabous mais non sans boussole

## Comment l'autonomie peut changer l'école

### Devoirs de vacances

Comment sortir l'école française de l'ornière dans laquelle elle s'enfoncé? L'ancienne directrice de Normale Sup Monique Canto-Sperber (également chroniqueuse à l'Opinion) a exploré le sujet pour le think-tank libéral GenerationLibre. Ses conclusions, précises et argumentées, prennent la forme d'un rapport « Un contrat pour les établissements scolaires. Insuffler de l'autonomie dans l'éducation nationale », dont notre journal publie les grandes lignes en exclusivité, et d'un livre, *Une Ecole qui peut mieux faire* (Albin Michel), qui sortira à la rentrée.

Marie-Amélie Lombard-Latune

ET SI ÉTAIT VENU LE TEMPS du changement radical pour l'Education nationale? Non plus celui des demi-mesures mais bien d'une réforme qui lui redonne du souffle, qui inverse la tendance d'une école ne jouant plus du tout son rôle d'ascenseur social, et dont tout le monde - élèves, enseignants comme parents - finit par se plaindre. Peut-on se satisfaire de cette « insatisfaction généralisée à l'égard d'une

mission matricielle de l'Etat, la formation des consciences? » Monique Canto-Sperber répond clairement non et propose une « autonomie réaliste des établissements scolaires ». L'ancienne directrice de Normale Sup sait combien ce terme d'autonomie peut faire bondir le mammoth, bien qu'il soit déjà instillé par Emmanuel Macron. Mais elle choisit d'être iconoclaste en plaçant pour une autonomie pédagogique, de



En France, plus de 17% des familles choisissent une école privée pour leur enfant.

gestion et financière. Une large liberté de manœuvre donc, de la maternelle au lycée, placée sous le signe de la responsabilité et du contrat.

La philosophe n'ignore pas nos « spécificités culturelles » en matière d'éducation : « une forte emphase républicaine et un goût prononcé pour l'égalité ». Les oppositions, qu'elles soient idéologiques ou qu'elles soulignent des obstacles bien réels, ne

manqueront pas d'objecter que la carte scolaire, le principe de non-concurrence entre établissements publics ou encore l'organisation du corps enseignant ne peuvent être ainsi malmenés.

« Réticences françaises ». Mais, après tout, dit Monique Canto Sperber, face à « la dégradation des performances » des élèves et « la persis-

tance d'une forte inégalité » sociale, ne vaut-il pas mieux essayer plutôt que de rester au fond de la classe les bras croisés? La Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis, qu'elle a étudiés en profondeur, l'ont fait. Ces précédents devraient permettre « de déterminer les erreurs à ne pas commettre et d'identifier les facteurs de réussite ». En Europe, la France est parmi les pays qui

●●● Page 2

## La parité euro-dollar? La preuve par le Big Mac

### Burgernomics

INUTILE DE CONSULTER les graphiques les plus sophistiqués du marché des changes! Le fait qu'un euro vaille un dollar était inscrit... dans le prix du Big Mac. Plus exactement dans l'indice créé par l'hebdomadaire britannique *The Economist* en 1986, qui examine la variabilité des devises en comparant les prix de l'emblématique « burger » de McDonald's dans 55 pays et la zone euro. Ce qui permet, selon lui, de déterminer la juste valeur d'une devise par rapport au dollar américain. La théorie de la parité de pou-

voir d'achat veut que le prix d'un même produit doive être le même partout et que s'il ne l'est pas, c'est que la parité entre les monnaies n'est pas correcte.

Or, début juillet, sur le vieux conti-

ment, le produit phare de la chaîne de restauration rapide américaine coûtait en moyenne 4,65 euros contre 5,15 dollars aux Etats-Unis. En tenant compte du taux de change, le Big Mac était 11%

plus cher de l'autre côté de l'Atlantique et la monnaie unique européenne sous-évaluée de 7,5% par rapport au billet vert. En pondérant ce chiffre avec la différence de PIB entre les deux continents - selon la théorie qu'un burger doit être moins cher dans un pays pauvre que dans un pays riche -, le magazine arrive à la conclusion que la parité entre les deux devises est « justifiée ». Selon ce même indice, les valeurs du franc suisse (30,3%), de la couronne norvégienne (21,6%), du peso uruguayen (18,1%) sont surévaluées par rapport au dollar tandis que celles

de la livre anglaise (13,8%), du yen japonais (45,1%) et du bolivar vénézuélien (65,8%) sont, elles, sous-évaluées...

Il existe d'autres indices iconoclastes : celui de l'ourlet (Hemline Index) selon lequel les jupes raccourcissent en période de prospérité boursière et rallongent lorsque les marchés plongent ou celui, théorisé par l'ancien patron de la Fed américain, Alan Greenspan, selon lequel les hommes s'offrent des sous-vêtements lorsque l'économie s'améliore et limitent leurs achats à la veille d'une crise.

Gilles Sengès  
@Gillesengès

### Été 2022. Demandez nos séries!

# Grandes et petites histoires des réformes de la retraite  
Episode 1: Été 1993, une réforme dure qui passe en douceur

# Le pouvoir des mangas  
Pendant tout l'été, l'Opinion vous invite à plonger dans l'univers de la bande dessinée japonaise pour en comprendre les ressorts et son incroyable pouvoir de séduction.  
Episode 1: Osamu Tezuka, l'homme qui a ouvert la voie

# Le pouvoir du rire  
Assassin ou apaisant, rassembleur ou clivant, naturel ou intéressé, arme ou jouet, le rire n'est jamais loin du pouvoir.  
Episode 6. Jean-Pierre Raffarin: « Peu de bons orateurs manquent d'humour »

# Quiz de la répartition  
Qui sont les auteurs de ces bons mots restés dans l'histoire? A vous de le deviner! Pages 7 et 8

### Les faits divers, argument politique de l'extrême droite

Le RN bénéficie depuis quelques années de leur multiplication et de leur couverture médiatique plus dense Page 3

### « Si l'information en Ukraine se tarit, Moscou en profitera »

La députée ukrainienne Lesia Vasylenko appelle les médias internationaux à ne pas abandonner son pays Page 5

### PLFR: des députés de la majorité jouent les trouble-fêtes

Un amendement auquel le gouvernement était hostile a été voté grâce au concours d'élus Horizons Page 3